



# Lettre ouverte

Salariés, pouvoirs publics, institutions, acteurs économiques, sociaux et environnementaux :  
Quelques premières pistes de réflexion de la CGT.

## Quels changements structurants pour une autre manière de vivre et de travailler en Bretagne ?

C'est aussi dans un temps de crise sanitaire, telle que nous la traversons, que peuvent être repensés les modèles de société, puisqu'à n'en point douter, une telle situation replace l'être humain au centre des préoccupations. En Bretagne comme ailleurs.

Pour la CGT, vouloir s'arracher des dogmes de la rentabilité financière en se préoccupant de la conquête du bien-être, c'est avant tout vouloir s'attaquer aux règles malsaines dominantes de l'argent-roi qui sont sources premières d'injustice.

Même un virus connaît ces chemins de l'injustice, avant tout sociale, qui font des plus démunis des victimes potentiellement plus nombreuses. Cependant, les barrières et les frontières sont toutes franchissables à son égard et la réponse sanitaire d'urgence du soin appelle aussi la réponse sociale en prise avec les questions environnementales. **Le travail est particulièrement au cœur des réponses.** La CGT inscrit ainsi sa conception du travail dans un parcours de vie qui est bien plus englobant que la seule activité professionnelle. **L'actualité sociale du pays permet certainement de reposer ce débat essentiel de la répartition des richesses, du prix de travail et du coût du capital.** Cette actualité interroge aussi les équilibres territoriaux, la possible fragmentation de la cohésion sociale, une certaine « évaporation » d'engagements ou de principes fondamentaux de société.

- **Identifier les changements structurants pour une autre économie des territoires bretons**

*A un moment évoqué, la Conférence Bretonne pour l'économie n'a jamais vu le jour. La Bretagne développe bien un schéma régional économique mais il n'a fait l'objet d'aucune révision alors même que la question des transitions et « des ruptures négociées » est au cœur d'une Breizh Cop qui se fixe 38 objectifs qu'il va falloir mettre en miroir de ce que nous vivons actuellement. La véritable question n'est-elle pas de poser la bonne ? **A quoi sert une économie si elle ne répond pas prioritairement aux besoins sociaux et environnementaux ? C'est ainsi qu'à partir de ce parti pris des besoins sociaux, il est possible de prioriser les approches économiques qu'elles soient de filières ou transversales.** Se posent par ailleurs ces logiques de filières et fonctions transverses. N'est-il pas temps de réinterroger cette matrice pour mieux les intégrer ?*

- **La recherche, l'innovation, l'éducation et la formation au cœur de nouvelles manières de produire en territoire**

*La culture scientifique n'est connue que de trop peu de personnes, expertes certes, mais à quoi bon quand elle n'est ni comprise et encore moins admise, souvent par ignorance, par la population ? **La Bretagne aurait un atout majeur à promouvoir toutes les sciences -dont les sciences sociales-, la recherche, l'innovation et l'éducation en participant à un maillage territorial réfléchi de toutes ses implantations en ayant recours si besoin à des bonifications en faveur des territoires défavorisés.** De nouveaux systèmes de coopération seraient à inventer au lieu de la stérile compétition actuelle. Concernant l'ensemble des outils de formation, il est tout à fait nécessaire de le passer au crible des besoins sociaux prioritaires.*

- **Renouveau industriel planifié en territoire : encourager un nouveau modèle de croissance.**

*La Bretagne a le potentiel technologique et humain de réussir les transitions. La question économique se pose tout comme l'outil industriel et les emplois associés. La question des investissements est également requis dans la modernisation des secteurs industriels traditionnels. **Les conditions d'une véritable politique industrielle tournée vers les besoins des populations s'articulent autour du renforcement stratégique du développement durable, de la création de valeur ajoutée en territoire et du travail de qualité puisque c'est bien ce dernier qui crée de la richesse.***

*Pour que ce rendez-vous soit « un alignement des planètes », la question des enjeux de planification doit l'être par le dialogue entre les pouvoirs publics, le monde économique et les représentants des salariés et les usagers. Le renouveau industriel passe certainement par une subtile combinaison entre la production, la transformation, la mise en service, la logistique et le transport, la formation et la maintenance, l'innovation et la résilience, la formation et les infrastructures ,..., mais tout ceci dans l'élaboration d'un nouvel axe transformateur adapté au découplage entre la croissance économique et l'impact environnemental, social pour la mise en œuvre de plans d'actions ambitieux et structurellement différents.*

- **L'emploi durable comme ciment du tissu productif et de services**

*La définition de l'emploi durable est sujette à interprétation, puisque certainement mal défini. N'est-il pas possible de prendre comme matière première la définition la plus aboutie à ce jour, celle du CESER de Bretagne, sous la forme d'une **grille de lecture qui se place à la hauteur des besoins des salariés, des entreprises et des territoires** ? Une telle approche innovante pourrait devenir une « marque déposée » en expérimentation dans l'objectif d'un élargissement national.*

*Autre sujet, autre proposition : imposer, dans le cadre de la Breizh Cop, la mise en application de l'éco-socio conditionnalité des aides accordées aux entreprises. Pas dans 20 ans, mais maintenant !*

- **Faire du social un facteur majeur pour la Bretagne**

*Les propositions sont multiples dans le domaine, c'est pourquoi **la Conférence Sociale Bretonne se doit d'être réunie à fréquence régulière** sur des ordres du jour partagés et, avec au moins, la majorité des points évoqués d'ordre social. Elle n'a aucune raison d'être autrement.*

***L'urgence salariale**, puisque la moyenne des salaires en Bretagne est inférieure à la moyenne nationale et c'est d'autant plus conséquent dans les secteurs de l'agroalimentaire, **est un sujet qui doit devenir prioritaire** pour des solutions dès ce second semestre.*

- **Une relance des politiques publiques favorisant toutes les interactions des collectivités et le service public**

*Dans le cadre du Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires, le Conseil Régional avait l'obligation d'éditer une carte synthétique des infrastructures de portée régionale pour maintenant et le long terme. Non seulement c'est loin de correspondre mais n'y aurait-il pas lieu, au sein de la CTAP par exemple, d'amorcer des schémas de planification des infrastructures pour un aménagement du territoire équilibré et fondamentalement axé vers la réponse aux besoins des populations (santé, transports, énergie, logistique, ...) ?*

***La place et le rôle des services publics en territoire sont particulièrement interrogés** et certainement que, dans ce débat, la parole des maires sera d'actualité. Elle sera d'autant mieux perçue qu'elle se croisera avec celle des agents.*

*Parmi les politiques publiques Etat/Région, **la CGT pose en grand la tenue du Conférence Régionale de la Santé** dont les thèmes seront à débattre avec les principaux protagonistes du secteur professionnel, de la discipline, mais aussi les usagers.*

- **Refaire démocratie en requalifiant la démocratie sociale**

*La démocratie ne date pas d'hier mais si on s'en tient à ses fondamentaux, sa pratique peut se résumer de la sorte : à partir d'une proposition faite, seules les expressions contraires prennent part au débat contradictoire pour soumettre un projet alternatif. Si l'assemblée en décide, une expérimentation est conduite. Si elle est concluante, elle se généralise et, dans le cas contraire, elle est abandonnée.*

***La question du débat contradictoire et de la soumission de projets alternatifs devraient pouvoir trouver aussi le champ de la démocratie sociale dans l'entreprise comme l'administration.** Exemple simple sur ce sujet : comment les propositions alternatives des organisations syndicales sur les productions sont étudiées au même titre que d'autres propositions ?*

*Pour faire démocratie, l'ensemble des corps intermédiaires est essentiel et il n'est pas nécessaire « de réinventer la roue » tous les quatre matins. **La société civile organisée par l'intermédiaire des CESER doit être confortée comme doit être confortée la position des Conseils de Développement.***

- **Replacer la personne au centre des préoccupations humaines, sociales, environnementales et économiques**

*C'est en effet ce moteur qui doit faire sens pour s'émanciper d'intérêts personnels guidés par des objectifs financiers avant tout. La nouvelle feuille de route régionale pour faire de ce territoire une combinaison des bonnes pratiques pour pérenniser l'emploi, l'industrie, l'agriculture, les services, les besoins fondamentaux doit s'ouvrir au social. Ce « new deal » ou « nouvelle donne » doit se réapproprier le « contrat » national qui est de faire de la France « un Etat social. »*

*Un changement de cap est nécessaire et cette métaphore maritime doit nous faire comprendre que pour revenir à l'essence même du « vivre ensemble », il faut transformer les valeurs économiques des citoyens, fruit de leur travail, en investissements qui sont à la hauteur des besoins de ces citoyens eux-mêmes.*

*Pour la CGT, la recherche de transformation sociale n'est donc pas faite à des fins strictement économiques, mais bien davantage pour le bien-être et l'épanouissement de la population. C'est cette constante préoccupation de donner aux femmes et aux hommes de meilleures conditions d'habitat, de travail, de plus grandes facilités de loisirs et de culture qui guide cette action émancipatrice.*